

# CONTRE LA PRÉCARITÉ ET LA SÉLECTION, POUR UN ESR DÉMOCRATIQUE, ÉCOLOGIQUE ET ÉMANCIPATEUR

## LE MOT DES CANDIDAT·E·S

Cette élection s'inscrit dans un contexte de **mobilisation historique** contre la réforme des retraites d'Emmanuel Macron, perçue comme une injustice supplémentaire par les plus précaires d'entre-nous. Depuis le 19 janvier, plus de **3,5 millions de personnes** ont manifesté, dont plus de **500 000 jeunes**. Cette mobilisation nous a notamment permis d'obtenir une augmentation du budget des bourses sur critères sociaux de plus de 500 millions d'euros, ainsi que l'abandon du SNU obligatoire.

Ces deux dernières années, ponctuées par la crise sanitaire, la réélection d'Emmanuel Macron et la mise en place de la plateforme MonMaster, ont mis en lumière une véritable **aggravation de la situation des étudiant·e·s** de notre pays. L'inflation, le manque de place et l'augmentation de la sélection, ainsi que la pénurie d'enseignant·e·s ont **structurellement renforcé les inégalités** entre les étudiant·e·s et la reproduction sociale, notre école devenant davantage une "fabrique à élites" qu'un véritable espace d'émancipation.



**MOUHAMMAD BENUSSI THIOUNE**  
Université d'Orléans



**ARIANE CASTRO E SILVA**  
Université Paris Dauphine

Pour autant, cette situation n'est pas une fatalité, et il nous appartient désormais d'**engager la transformation de notre Enseignement supérieur et de notre Recherche.**

Avec la liste UNEF et associations, nous vous proposons d'agir.

## AGIR POUR

AGIR, POUR profondément transformer l'Enseignement supérieur et la Recherche, afin qu'il corresponde réellement aux **aspirations des étudiant·e·s**.

AGIR, POUR permettre à chacun·e d'entre nous, à chaque étudiant·e, de pouvoir **accéder à l'Enseignement supérieur**.

AGIR, POUR réunir les **conditions matérielles** qui garantiront à tous les étudiant·e·s les mêmes chances de réussite.

AGIR, POUR pour que l'ESR devienne un lieu d'émancipation, d'ouverture, d'apprentissage et d'épanouissement.

**Alors, du 5 juin au 16 juin 2023, votez UNEF, votez pour qu'Ensemble, nous agissions pour un ESR démocratique, écologique et émancipateur.**

# NOS VICTOIRES

- **Délai supplémentaire de 48h** pour le dépôt des candidatures sur la plateforme Mon Master
- Mise en place de **formations à la Transition écologique**
- **Augmentation du financement de l'ESR** d'1,1 milliards d'euros en 2023
- Dans le cadre de la réforme des Services de santé universitaires (SSU), les médecins universitaires **peuvent désormais être médecins traitants**

# NOS COMBATS

## AGIR POUR GARANTIR LA RÉUSSITE DE CHAQUE ÉTUDIANT·E

**Améliorer les conditions de vie de chaque étudiant·e** : mise en place d'une allocation d'autonomie, gratuité des frais d'inscription et fin de la CVEC, gratuité et développement des services de santé de la culture et du sport.

**Mieux accompagner les étudiant·e·s** : investir massivement dans le recrutement d'enseignant·e·s, développer des nouvelles pédagogies, réduire le nombre d'étudiant·e·s par enseignant·e, améliorer l'accompagnement des étudiant·e·s en alternance et en stage (cela passera notamment par la formation des tuteur·rice·s et une meilleure information sur nos droits)

**Réinstaurer un cadrage national des diplômes** et s'opposer aux fusions d'établissements, pour mettre fin à la concurrence entre les établissements, et consacrer le droit à la compensation, aux rattrapages et au redoublement.

## AGIR POUR SOUTENIR ET FAVORISER LA PLURALITÉ DES FORMATIONS

**Replacer les filières courtes au cœur de l'Enseignement supérieur** : augmenter le nombre de places en BTS et en BUT, garantir un accès aux bachelier·ère·s professionnel·le·s dans les formations de l'ESR, démocratiser l'accès aux filières de santé et paramédicales (augmentation du nombre de places, création de CHU, notamment en Corse et en Guyane, etc...), développer un réseau d'universités de proximité.

**Encadrer nationalement le fonctionnement et les enseignements des écoles**, pour garantir un accès égalitaire, la gratuité de la formation et une reconnaissance des diplômes : cadrage des frais d'inscription, développement des passerelles, reconnaissance des diplômes, défense du rôle des élu·e·s, etc...

**Lutter activement contre les formations et diplômes non reconnus**, notamment les formations privées, qui comportent souvent des frais exorbitants. Un encadrement national des frais d'inscription sera nécessaire.

## AGIR POUR FORMER LES ACTEUR·RICE·S DE LA SOCIÉTÉ DE DEMAIN

**Mettre l'élue étudiant·e au cœur de chaque décision** : augmentation du nombre d'élue·s et développement du caractère décisionnel des conseils, mise en place d'un collège Doctorant·e·s au CNESER, lutte contre les fusions d'établissements, meilleure reconnaissance du rôle des VPE.

**Répondre à l'urgence écologique** : formations, enseignements, rénovations des bâtiments, tri sélectif et recyclage, etc...

**Construire un grand plan pour éradiquer les discriminations** : mise en place de cellules de veille et d'écoute, formations et opérations de sensibilisation, formation des personnels et enseignant·e·s, développer l'accompagnement technique et humain des étudiant·e·s en situation de handicap, etc...

## AGIR POUR L'ÉGALITÉ

**Revaloriser le statut du·de la doctorant·e** : financement décent de chaque doctorat, meilleur accompagnement et suivi des thèses, amélioration des conditions d'étude et de travail (vacations, etc...).

**Garantir aux étudiant·e·s étranger·ère·s la possibilité d'étudier et de réussir en France** : 1 carte étudiante = 1 titre de séjour, gratuité des droits d'inscription, aides financières, mise en place d'un guichet unique rassemblant tous les services étudiant·e·s dans chaque établissement, retravailler le fonctionnement de "Campus France".

**Construire un grand Plan pour l'Enseignement supérieur et la Recherche dans les Outre-Mer** : création de formations, de places, recrutement d'enseignant·e·s et aides financières complémentaires.

**Garantir à chaque étudiant·e un droit aux études et à la poursuite d'étude** : 1 étudiant·e = 1 place (la validation d'une année suffira à permettre la poursuite de la formation dans l'année supérieure), création de places (à minima 130 000 places), investissements (2 milliards par an pendant 10 ans).

CECI N'EST PAS UN BULLETIN DE VOTE



@UNEF\_



@UNEF



ELECTIONS@UNEF.FR

